



lundi 5 novembre 2018

Contre la vie chère, il faut augmenter les salaires !

Depuis plusieurs semaines, des appels se sont multipliés sur les réseaux sociaux pour bloquer routes et ronds-points le 17 novembre. Si cette initiative contre la hausse des taxes sur le carburant trouve un tel écho, c'est pour de bonnes raisons : le gouvernement et le patronat sont à l'offensive pour faire les poches aux travailleurs. Pour ne pas se laisser appauvrir, sans faire le jeu des patrons ou de l'extrême droite, il faut contre-attaquer !

La colère est légitime

Oui, il y a toutes les raisons de se révolter aujourd'hui. Contre les bas salaires qui n'augmentent pas depuis des années alors que l'inflation repart à la hausse ; contre les petites pensions grevées par la hausse de la CSG ; contre les allocations qui stagnent voire baissent, comme les APL ; contre les loyers élevés ; contre les taxes qui s'accumulent sur le dos des travailleurs et qui finissent en cadeaux fiscaux pour les plus riches.

Le prix du carburant pèse surtout sur les budgets des ménages. Quand on sait que la TVA et autres taxes représentent 60 % de la facture, il y a autant de raisons de s'en prendre au gouvernement qu'aux entreprises du secteur pétrolier qui font des profits record avec la hausse du prix du baril.

L'hypocrisie de la « fiscalité écologique »

Comment le gouvernement justifie-t-il cette augmentation ? L'urgence écologique, dit-il ! La hausse des prix est censée encourager les solutions alternatives à la voiture individuelle, et les taxes devraient financer la transition énergétique. C'est le comble de l'hypocrisie.

Car quelles sont les alternatives à la voiture quand on vit en zone rurale, quand il y a peu de transports en commun ou que les infrastructures délabrées rendent chaque trajet aléatoire ? Est-ce en taxant les pauvres qu'on va améliorer le réseau de transports collectifs ? Au contraire : le gouvernement (et ses cars Macron !) privilégie la route au ferroviaire qui souffre de sous-investissement chronique.

Les hausses continues des taxes sur les carburants ne sont pas un geste pour la planète mais servent à colmater le budget de l'État amoindri par les cadeaux au patronat. Au bout du compte, ces hausses finissent par enrichir les capitalistes au titre des subventions et autres exonérations fiscales.

Alors oui, il faut préserver l'environnement, mais en s'en prenant aux vrais responsables : les entreprises qui polluent, les constructeurs automobiles qui

truquent les tests anti-pollution, et l'État qui devrait garantir des transports gratuits. Ce n'est pas aux travailleurs de rogner sur leurs salaires.

Sur qui compter pour riposter ?

Aujourd'hui, c'est le patronat du transport qui est à la manœuvre pour faire pression sur le gouvernement en menaçant de bloquer les routes un samedi. Certains patrons bénéficient déjà d'exonérations de taxes sur les carburants. Ils savent, ensemble, faire entendre leurs intérêts propres, bien loin de ceux des salariés.

Du côté des centrales syndicales et de la gauche, on dénonce à juste titre l'instrumentalisation par l'extrême droite de ces appels à bloquer, mais on ne propose pas grand-chose pour contrer les attaques qui se succèdent.

C'est pourtant cette passivité qui ouvre un boulevard à Le Pen ou Dupont-Aignan, qui sont en embuscade pour faire du 17 novembre une opération anti-Macron dans la perspective des prochaines élections. Mais eux ne parlent pas de nos salaires. Ils critiquent seulement les taxes et disent vouloir davantage d'exonérations pour les patrons. Leur démagogie n'a rien à voir avec les intérêts du monde du travail.

Passer à l'offensive

Depuis longtemps les travailleurs sont sur la défensive. Aujourd'hui la colère gronde chez des millions de salariés contre la hausse du coût de la vie. Il serait urgent qu'ils prennent l'initiative avec leurs propres revendications : avant tout l'augmentation générale des salaires et des pensions, et l'indexation des salaires sur les prix (dont celui du carburant). Sans croire au miracle de la « baisse des cotisations », qui grève les budgets des comptes sociaux et que les milieux populaires finissent donc par payer. C'est par une mobilisation massive et déterminée que nous ferons reculer le patronat et le gouvernement à son service.

Sérénité et équité... à la mode PSA

Alors que les élections professionnelles doivent avoir lieu le 5 décembre, la direction de l'usine met des bâtons dans les roues de la CGT pour qu'elle ne puisse pas présenter sa liste équitablement. Elle prétend dans sa déclaration au CE que « *le processus électoral doit pouvoir se poursuivre dans des conditions sereines et apaisées* » : c'est l'hôpital qui se fout de la charité, puisque c'est elle qui provoque le conflit.

Bâtons dans les roues... et retour de bâton

Non seulement la direction organise la fermeture de l'usine, mais cela ne lui suffit pas, elle veut aussi entraver le bon déroulement de ces dernières élections.

Ses petits calculs mesquins peuvent aussi susciter la colère des salariés, et la direction pourrait se voir rappeler que tout ne se joue pas uniquement dans les urnes, mais aussi et surtout sur le terrain, dans les ateliers.

Augmentation... en trompe l'œil

Pour les salariés du privé, les cotisations salariales pour l'assurance-chômage, déjà réduites en janvier, disparaissent complètement au 1er octobre. Une partie du financement de la protection sociale est rebasculé vers la CSG (contribution sociale généralisée). Macron mise sur cette mesure pour donner aux salariés l'impression que leur salaire augmente. Mais, d'une part, cette mesure pénalise les retraités, à travers l'augmentation de la CSG, et d'autre part, elle avantage proportionnellement... les plus hauts salaires.

Une personne payée au SMIC gagnera 260 euros par an en plus à partir de 2019, soit un peu plus de 20 euros par mois, alors que pour un cadre payé 5 000 euros par mois, la hausse annuelle sera proche de 900 euros.

Pour notre pouvoir d'achat, imposons une augmentation générale des salaires d'au moins 300 euros mensuels pour tous !

Les débrayages continuent à Poissy

Mardi soir 30 octobre, la quasi-totalité des salariés de l'équipe C du secteur des Portes a fait 2 heures de grèves pour réclamer une baisse de cadence et des effectifs supplémentaires. La veille c'était la 12 qui débrayait dans le même secteur et quelques jours auparavant la 22, pour les mêmes revendications.

L'équipe 22 a obtenu une diminution de cadence et 3 intérimaires en plus, les deux autres équipes revendiquent la même chose.

D'autres revendications ont été exprimées : 1 dimanche sur 2 par mois travaillé au maximum, l'arrêt

des H+ en semaines, que les plannings des H+ soient annoncés au minimum 1 mois à l'avance et que cela ne change plus. Les grévistes réclamaient de pouvoir être remplacés, que les briefings ne soient plus décalés en fonction des pannes mais qu'ils soient accolés à des pauses, ils exigeaient l'augmentation du salaire de base et la fin de l'overtime (travail pendant la pause).

Ils en ont gros sur la patate à Poissy, et ils l'expriment : ils ont mille fois raison.

Comédie de référendum en Nouvelle-Calédonie

Colonie hier, la Nouvelle-Calédonie l'est toujours aujourd'hui. Les Kanak, population originaire de l'archipel, sont toujours citoyens de seconde zone : salaires inférieurs, taux de chômage à plus de 20 % contre 11 % pour le reste de la population, ils représentent plus de 90 % des prisonniers...

Le référendum sur l'indépendance tenu dimanche dernier, promis il y a 30 ans après la répression d'une révolte de la population kanak et la mort de 19 indépendantistes en 1988, est une comédie électorale. Le « non », qui l'a emporté à 56 %, est une manière de légitimer la poursuite de la domination coloniale, au nom de la majorité : les Kanak, ne représentant plus que 40 % de la population, ont très largement voté pour l'indépendance de leur pays. Quant à la fin de l'exploitation, des discriminations et du racisme, elle n'est pas à la portée d'un référendum, ni même d'une indépendance formelle qui laisserait les mines de nickel, richesse du pays, entre les mains de quelques grandes familles de colons.

Ce vote n'a pour objectif que d'entériner la domination coloniale tout en empêchant la population de prendre le chemin d'une vraie mobilisation sociale.

Brésil : des militaires au gouvernement pour mener la guerre aux travailleurs

Après sa victoire à l'élection présidentielle, Bolsonaro a commencé à dévoiler son projet de gouvernement : à la Défense, un général prêt à employer des snipers pour mener une vraie guerre aux favelas ; à l'Éducation, un autre militaire qui souhaite enseigner les bienfaits de la dictature de 1964 à 1985, ainsi que le créationnisme ; un « superministère » de l'Économie et de l'Industrie dirigé par un professeur d'économie, enrichi en spéculant sur les marchés financiers et visé par deux enquêtes pour fraude, de quoi donner du travail à son compère de la Justice, censé lutter contre la corruption !

Répression et idées rétrogrades au service du patronat, pas étonnant que la Bourse de São Paulo batte des records.